

Paris, le 2 mars 2023,

### **Pour que le débat continue d'exister à Mayotte**

Le Syndicat de la magistrature (SM) et le Syndicat des Avocats de France (SAF) apportent leur entier soutien aux magistrates représentant le SM à Mayotte qui font actuellement l'objet de multiples mises en cause personnelles à la suite d'une expression publique<sup>1</sup>, dénonçant notamment, au nom de la section syndicale régionale, l'instrumentalisation dont fait actuellement l'objet l'institution judiciaire à Mayotte, mise au service d'une politique pénale décidée par le ministère de l'Intérieur et alimentée par un amalgame entre immigration et délinquance.

L'autorité judiciaire a une mission constitutionnelle de sauvegarde des libertés individuelles : ses syndicats sont donc parfaitement légitimes à s'exprimer sur le respect des droits fondamentaux à Mayotte et sur les conditions dans lesquelles la justice peut et doit y remplir sa mission.

Le SM et le SAF constatent les dérives inquiétantes de certains élus qui tentent d'instituer un délit d'opinion et organisent un lynchage médiatique, foulant aux pieds la liberté d'expression syndicale tout en invoquant leur conception d'un « état de droit » dans lequel les syndicats représentant des acteurs de la justice – qualifiée de « *quatrième pouvoir* »<sup>2</sup> – n'auraient pas le droit d'exprimer de position contraire à celle du gouvernement et seraient simplement invités à « *s'en tenir aux décisions de l'exécutif* »<sup>3</sup>.

Alors que Mayotte est le prétexte d'une communication intensive de la part du ministre de l'Intérieur, le Parlement s'apprête à examiner une nouvelle loi fragilisant encore les droits des personnes exilées. Le fait, pour des représentantes syndicales, de participer à un débat d'intérêt général sans insulte, ni outrage ni diffamation est plus qu'un droit : c'est une nécessité démocratique.

Le SM et le SAF appellent l'ensemble des acteurs de la justice à lutter pour que cet espace de débat soit préservé à Mayotte.

---

1 <https://imazpress.com/actus-reunion/operation-wuambushu-le-syndicat-denonce-un-amalgame-entre-immigration-et-delinquance>  
et <https://www.youtube.com/watch?list=PLEqQ06t-TSXDjUSFXqHRIT5ZEB9YxeMEJ&v=U1wLKkSPe40>

2 <https://lejournaldemayotte.yt/2023/02/28/reactions-operation-wuambushu-declarations-damour-et-de-guerre/>

3 <https://rassemblementnational.fr/communiqués/le-syndicat-de-la-magistrature-contre-linteret-des-mahorais>